
MME la Présidente par intérim,

Nous voici à la énième phase du NRP dans notre département.

Nous n'allons pas réitérer pour la énième fois également notre total et profond désaccord avec cette réforme, source de suppression d'emplois, de possibilité d'évolution de carrière, de diminution drastique de la mission de service public de la DGFIP, de stress, de dégradations des conditions de vie au travail des agents, sans parler des coûts financiers induits par ces restructurations (déménagements, trajets etc ...).

Si nous siégeons ce jour, dans ce semblant de dialogue social, c'est uniquement pour une seule raison : faire remonter les questionnements et inquiétudes des collègues, et essayer de s'assurer qu'à minima leurs conditions de travail ne soient pas encore plus gravement dégradées dans ce contexte.

Comme nous l'avons déjà souligné au 1^{er} CTL sur la mise en place du NRP, cette réforme apparaît clairement comme une casse du service public et met en exergue l'existence d'un profond désenchantement de la part des agents qui n'attendent plus rien d'une administration qui ne les écoute pas dans leurs difficultés.